DECISION N° : **111.05.2025**

OBJET : **Consultation n°2025.01 – Prestations de nettoyage de la vitrerie de divers bâtiments communaux de la ville d'Osny**
Accord-cadre de services – Attribution

Le MAIRE D'OSNY,

VU le code général des collectivités territoriales notamment l'article L 2122-22,

VU le Code de la commande publique, notamment les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° relatifs aux marchés publics passés selon une procédure adaptée ouverte,

VU la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 portant délégation d'une partie de ses attributions au Maire conformément à l'article L 2122-22 du C.G.C.T,

Considérant que la ville a lancé une consultation relative aux prestations de nettoyage de la vitrerie de divers bâtiments communaux pour la ville d'Osny

Considérant qu'à cet effet, un avis d'appel public à la concurrence a été publié sur le profil acheteur de la commune à l'adresse suivante <http://www.achatpublic.com> le 02/01/2025, sur le BOAMP, avis n° 25-51 publié le 02/01/2025,

Considérant que 6 plis ont été remis dans les délais pour la procédure relative aux prestations de nettoyage de la vitrerie de divers bâtiments communaux de la ville d'Osny,

Considérant qu'au terme de cette consultation et au vu du rapport final d'analyse des offres, il est proposé d'attribuer l'accord-cadre à la société ECO2NET.

DECIDE :

Article 1 :

De conclure et de signer avec la société ECO2NET sise 20 rue des Fusillées de la Résistance à Puteaux (92800), représentée par Monsieur Nelson CAPELA, un accord-cadre relatif aux prestations de nettoyage de la vitrerie de divers bâtiments communaux de la ville d'Osny.

Article 2 :

Ledit accord-cadre prendra effet à compter de la notification pour une durée initiale d'un an. Il est reconductible tacitement à sa date anniversaire pour une durée d'un an, trois fois sans que sa durée ne puisse excéder quatre ans toutes reconductions comprises.

Article 3 :

Dit que l'accord-cadre est fixé sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 40 000 € HT. La dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget 2025 et suivants de la commune.

Article 4 :

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa notification, en cas d'acte individuel, ou de sa publicité, et de sa transmission au Représentant de l'Etat.

Fait à OSNY, le